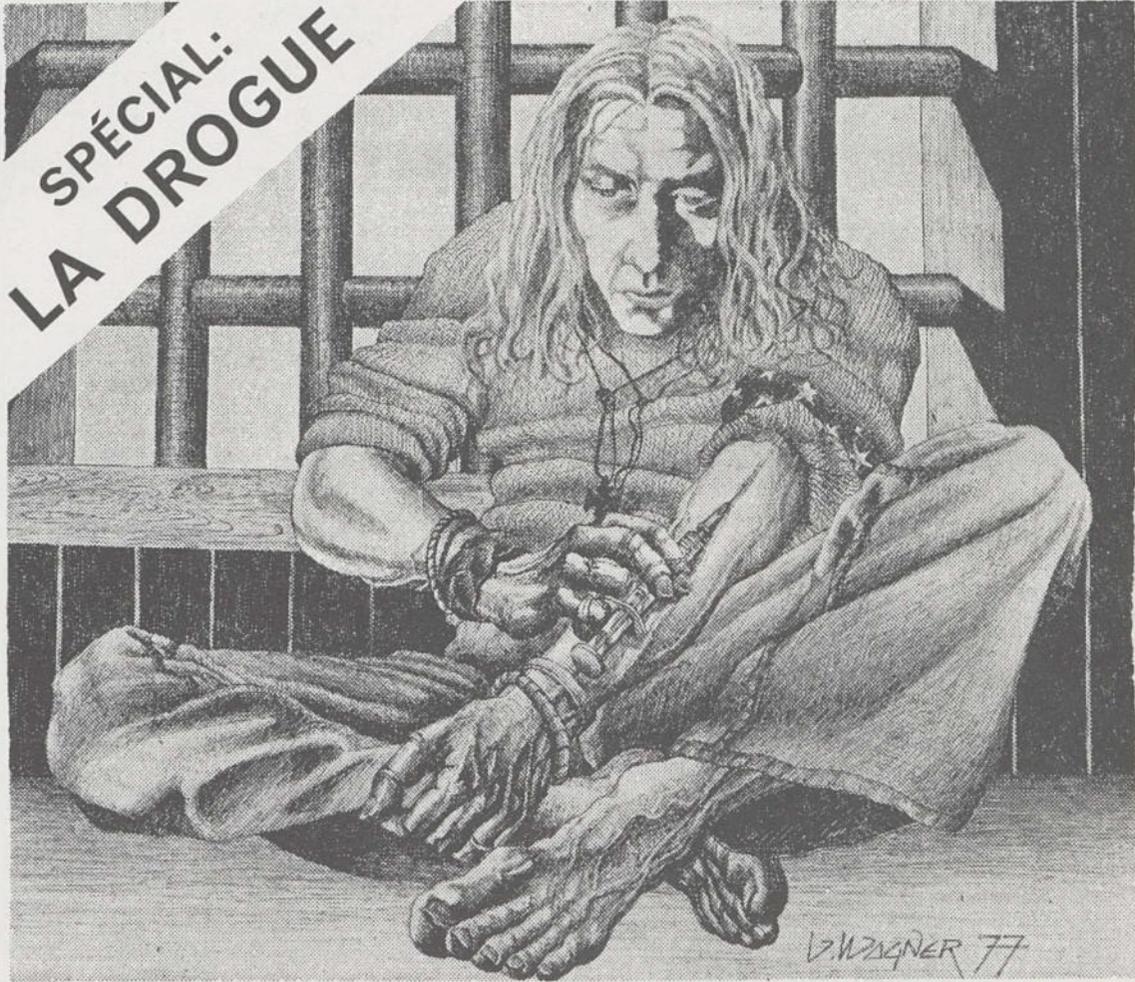




# ATHÉNÉE

ORGANE DE LA SOCIÉTÉ DES ARTS DE GENÈVE

SPÉCIAL:  
LA DROGUE



*La dose*

*(Dessin de V. Wagner, avec la gracieuse permission de la N.Z.Z.)*

**N° 26**

4<sup>me</sup> année  
février 1981

5 fr. le numéro

Ont contribué à ce numéro :

Mmes Jeanne ATTARIAN, Käthe KOLLWITZ et N. NEKIPELOVA-KOMAROVA  
et MM. Drago ARSENIJEVIC, Edmond BILLE, Noël CONSTANT,  
André DUNANT, Jean FOURASTIÉ, François G. LADAME, Paul A. LADAME,  
William E. RAPPARD, Jacques de REYNIER, Patrick WAJSMAN,  
Philippe WIBLÉ et Woodrow WILSON.

---

**votre partenaire**

**SOCIÉTÉ DE  
BANQUE SUISSE**



**SIÈGE DE GENÈVE**  
2, rue de la Confédération  
Tél. (022) 22 41 11

**SIÈGE DE LAUSANNE**  
16, place St-François  
Tél. (021) 21 91 11

---



**Swissair est  
heureuse de son rôle  
dans ce qui unit  
le monde à la Suisse,  
et la Suisse au monde.**

**swissair** 

AU SOMMAIRE DE CE NUMERO :

- Editorial .....	3
- Philippe WIBLE : <i>Le cycle de vie d'un produit industriel</i> .....	5
- Jean FOURASTIE : <i>La société de consommation</i> .....	7
- LA DROGUE .....	8
- Dr François LADAME et Mme Madeleine AUBERT : <i>Le "Drop-In" de Genève, un centre d'accueil pour jeunes toxicomanes</i> .....	9
- Jeanne ATTARIAN : <i>Pourquoi prend-on de la drogue ?</i> .....	11
- André DUNANT : <i>Le tribunal de la jeunesse</i> .....	12
- Noël CONSTANT : <i>L'expérience d'un éducateur de rue</i> .....	13
- Chiffres et statistiques .....	14
- Paul A. LADAME : <i>Les mass media volent toujours plus bas : pourquoi?(IV)</i> .....	15
- William E. RAPPARD : <i>Woodrow Wilson, la Suisse et Genève (2)</i> .....	19
- Echos de la précédente conférence (Patrick Wajzman) .....	23
- Jacques de REYNIER : <i>Désintégration morale, cause, remèdes</i> .....	24

## A L ' AFFICHE DE L ' ATHENEE

=====

Lundi 16 février  
20 h.30

(sous les auspices des Classes A+A et I+C réunies)

LA DROGUE : QUELS PROBLEMES ?

Débat public avec la participation de :

- . Mme Jeanne ATTARIAN, présidente AGADEF
- . M. Noël CONSTANT, responsable de "Carrefour"
- . M. André DUNANT, président du Tribunal de la Jeunesse
- . Dr François LADAME, Service médico-pédagogique

Lundi 2 mars  
20 h.30

LE CYCLE DE VIE D'UN PRODUIT INDUSTRIEL

Conférence de M. Philippe WIBLÉ, directeur de Sodeco-Saia  
(Organisée par la Classe I+C conjointement avec l'ASSPA)

Lundi 16 mars  
20 h.30

ASSEMBLEE GENERALE  
DE LA CLASSE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ART DE VIVRE

Conférence de Mme Lise GIRARDIN (non confirmée)



ATHENEE

**Editeur et Rédacteur responsable :** Paul A. LADAME**Rédaction et administration :** Palais de l'Athénée,  
2, rue de l'Athénée, 1205 Genève - Tél. (022) 20 41 02**Imprimerie :** Studer SA, 5, route des Jeunes  
1211 Genève 26 - Case postale 228**Abonnements Suisse :** 10 numéros : Fr. 40.—**Abonnements Etranger :** Veuillez demander le tarif de  
l'envoi à la Poste.

Compte de chèques postaux N° 12-6680 Genève

LA SOCIÉTÉ DES ARTS DE GENÈVE, fondée en 1776,  
comporte trois Classes :

- Agriculture et Art de Vivre;
- Beaux-Arts;
- Industrie et Commerce.

SON SIÈGE EST AU PALAIS DE L'ATHÉNÉE  
2, rue de l'Athénée, CH - 1205 Genève  
Tél. (022) 20 41 02

Les articles publiés dans ATHÉNÉE n'engagent  
que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement  
l'opinion de la Société des Arts.

La rédaction est heureuse de recevoir des lettres de ses  
lecteurs. Elle n'est pas responsable des envois non  
sollicités.



Jeunesse désœuvrée. (OMS)



**ATHENEE**

présente aujourd'hui un sujet terrible : la drogue, qui fera le lundi 16 février l'objet d'un grand débat public, au Palais de l'Athénée, avec la participation de quelques-uns des meilleurs spécialistes de la question, dont vous trouverez les articles introductifs aux pages 9 à 14. Sujet terrible; sujet, hélas, d'une brûlante actualité. Sujet, aussi, qui préoccupe notre société toute entière : les gouvernements comme les simples particuliers, les parents comme les enfants, les riches comme les pauvres, les femmes comme les hommes. Car le fléau de la drogue s'étend toujours (voir les chiffres de la p.14) et nul ne peut dire comme l'endiguer.

Les jeunes, cependant, sont particulièrement concernés, car ils connaissent la drogue de près. Jeunes filles et garçons, s'ils n'en ont pas tâté eux-mêmes, ont des amis qui l'ont fait; ont vu des trafiquants jouer aux tentateurs; ont peut-être connu des drames dans leur proche entourage.

Peu avant Noël s'est tenu à Genève, au Centre international des conférences, le désormais traditionnel "Student's United Nations", le Forum des Jeunes de l'ONU, patronné par la Commission nationale suisse pour l'Unesco. Selon le programme habituel, ces jeunes, délégués par toutes nos écoles, ont simulé une Assemblée générale de l'ONU, sous la direction de Lucio Amoruso, licencié en droit de notre Université. En décembre, c'est le terrorisme qu'ils ont placé en tête de leur agenda, suivi des Droits de l'homme et de la drogue. En fait, il était clair que, pour les jeunes, ces problèmes sont étroitement liés : ils représentent tous les trois une même déviance des normes de notre civilisation, chrétienne et libérale, une analogue entorse aux règles de la morale sociale et internationale. Le Forum des Jeunes a clairement repoussé une proposition tendant à légaliser les drogues, même douces ; et plus clairement encore condamné le terrorisme, sous toutes ses formes. Il a même recommandé de compléter l'article 14 de la Déclaration



universelle des Droits de l'Homme, adoptée à Paris en décembre 1948, de la manière suivante : "Les individus ou les groupes qui emploient la force contre les institutions de l'Etat, contre des personnes ou contre les droits de propriété de celles-ci, n'ont pas le droit d'asile et doivent absolument être extradés."

Il est clair que cette adjonction a été dictée sous le coup de l'émotion suscitée par l'enlèvement du juge Giovanni d'Urso, à Rome, et par le chantage révoltant au sujet des otages américains emprisonnés depuis plus d'une année à Téhéran. On a même vu une proposition d'exclure des Nations Unies les Etats donnant asile aux terroristes recueillir 22 voix et 11 abstentions, avant d'être condamnée par 65 délégués. Pour les jeunes, le problème est sérieux, plus que sérieux : fondamental.

Pourquoi ? Sans doute parce qu'ils ont l'impression que les adultes font preuve de trop de laxisme, de trop de faiblesse et, disons le mot, de trop de lâcheté, sous prétexte de tolérance des "marginiaux", de prudence à l'égard des violents, de complexe de culpabilité : "c'est de notre faute si les jeunes se droguent, s'ils se révoltent, s'ils fomentent des émeutes, s'ils pillent les magasins, s'ils cassent du flic, s'ils enlèvent des otages, s'ils font chanter, s'ils tuent ..."

Qui donc donne aux Occidentaux ce complexe d'infériorité ? Car, enfin, il ne vient pas tout seul. Si quelques individus l'éprouvent ... bon. Il y a partout des manifestations pathologiques. Mais une épidémie, comme maintenant, qui nous ferait croire que tous les parents ont tort et tous les jeunes raison, que la répartition entre le Bien et le Mal est une simple affaire de générations, ne vient certes pas toute seule. Alors ? Alors il faut hélas incriminer une fois de plus les mass media, dont l'étude se poursuit dès la page 15, avant de céder la place au texte magistral de William Rappard. Les mass media, avec leur recherche de sensationnalisme à tout prix, pour émoustiller lecteurs, auditeurs, téléspectateurs, pour augmenter le tirage, l'écoute, à tout prix ... et donc appâter plus de publicité juteuse, ont été les promoteurs du "suspense" hideux créé autour des otages de Téhéran ; ils ont monté en épingle Khomeiny, et Khadafi, et les Brigades rouges. Les mass media ... pas tous, bien sûr. Il y a eu des exceptions. Ceux qui se sont faits les complices des criminels ont, naturellement, évoqué la "liberté de la presse". Comme s'il pouvait y avoir une quelconque liberté - même et surtout de la presse - sans une responsabilité correspondante ("Athénée" No.25, page 9).

L'Ayatollah, comme les Brigades rouges, a utilisé l'irresponsabilité des mass media pour faire pression sur une opinion publique déboussolée par l'émotion et contraindre un gouvernement à capituler devant le chantage. C'est à l'honneur du gouvernement italien - et de l'immense majorité des media italiens - d'avoir su résister. On n'en dira pas autant de Mr. Carter, ni, hélas, d'une majorité des media américains. Et si, par souci d'humanité, à ce qu'il disait, et non par combination politique, le PSI recommandait de céder, il est bon de lui rappeler cette parole de Pierre Mendès-France : " Je ne connais pas de chantage auquel on peut échapper en l'acceptant. Celui qui y recourt - c'est vrai dans la vie privée comme dans la vie politique - accentue toujours sa pression, si elle se révèle efficace, et n'y met jamais un terme, si on y cède." ( Choisir, Stock, 1974, p. 170)

L'instrument dont se servent aujourd'hui les maîtres chanteurs est la presse : journal, radio, télévision. La presse qui, sous prétexte d'actualité, de liberté d'information, se met au service des criminels. Si les mass media, d'un commun accord, faisaient le silence lors de toute tentative de chantage, de toute prise d'otage, ceux-ci seraient voués à l'échec.

Paul A. LADAME

P.S. On peut voir à la page 24 comment et pourquoi les règles du Droit des gens ont radicalement été modifiées depuis trente, voire même quarante ans.



Notes en vue d'une conférence

## LE CYCLE DE VIE D'UN PRODUIT INDUSTRIEL

par Philippe WIBLÉ, directeur, SODECO-SAIA



Philippe Wiblé

En marge de la conférence du 2 mars 1981

Il est de bon ton aujourd'hui de critiquer la "civilisation de consommation". Si une réflexion en profondeur est parfaitement justifiée, de telles critiques ne sont bien souvent, et bien malheureusement, que des slogans parmi d'autres slogans à la mode, qu'on répète sans réfléchir. Elles s'insèrent dans la ligne d'une mise en cause plus générale et exagérément simplificatrice de l'économie de marché, de l'activité des grandes compagnies, du "big business", et j'en passe.

J'admets volontiers que la contestation est à l'origine de tout progrès, et que dans n'importe quel système des excès sont possibles. Toutefois, dans cette "crise de civilisation" qui semble caractériser notre époque, les débats sont devenus passionnés et superficiels. C'est pourquoi les attaques systématiques et aveugles contre l'industrie, considérée comme la ou l'une des sources de tous nos maux, m'irritent profondément : ne sommes-nous pas en train de scier la branche sur laquelle nous sommes assis ?

Aussi, quand on m'a demandé de parler du "cycle de vie d'un produit industriel", une arrière-pensée a surgi, réveillant une phrase trop souvent entendue : en fabriquant des produits dont la vie est de plus en plus brève, les industriels ne poussent-ils pas à la consommation ?

L'exposé que je présenterai le 2 mars 1981, n'a pas pour but d'entrer dans le vif de cette controverse, ni d'ouvrir un débat. Il vise simplement à apporter une information aussi objective que possible, avec des faits susceptibles de documenter un tel débat, à expliquer des interactions plus complexes qu'il n'y paraît au premier abord, et à donner le point de vue d'un indus-

triel, point de vue qu'on n'a pas assez souvent, à mon avis, l'occasion d'entendre.

Avant de porter un quelconque jugement, il me paraît nécessaire d'analyser ce qu'est le "vieillessement" d'un produit, pourquoi il apparaît et quelles sont ses conséquences.

### QUELQUES MOTS-CLES

- Analogie biologique

Les entreprises, et leurs produits, sont des manifestations de la vie, liées à l'activité d'êtres vivants, et comme tels font donc partie de la vie, sont soumis à ses lois.

Ainsi, les termes de "naissance", "croissance", "jeunesse", "maturité", "vieillesse", "mort", d'un produit, d'une entreprise, ne sont pas seulement des locutions commodes, mais expriment des vérités profondes.

- Distinction entre "espèce" et "individu"

Quand on dit : un produit vieillit, cette expression peut avoir deux sens :

Individu = produit considéré comme échantillon isolé.

"L'ampoule de la cuisine a sauté, elle était usée".

On parle ici du vieillissement d'un individu. La durée de vie de *cette* ampoule a été de 24 mois.

Espèce = produit considéré comme catégorie. "Les tubes luminescents remplacent les lampes à incandescence".

Suite en page 6.

Philippe WIBLÉ est né à Genève le 8 janvier 1929 ; Après ses études secondaires au Collège de Genève (section classique), a obtenu le diplôme d'Ingénieur-électricien à l'Ecole Polytechnique Fédérale (Zurich) en 1953 ; Assistant à l'Institut des Télécommunications de l'EPF, Zurich, en 1954 et 1955 ; Ingénieur de recherches aux Ateliers de Sécheron (Genève) de 1956 à 1969. Activité : développement de dispositifs électroniques dans le Département "Réglages" ; Entré à SODECO (aujourd'hui SODECO-SAIA), Genève, en 1969, dans la Division de Produits "Téléphonie". Assume d'abord la tâche du "Product Planning", puis reprend la direction de la Division. Nommé Directeur en 1976.



On parle alors du vieillissement d'une espèce. Une espèce nouvelle (jeune) se substitue à une espèce ancienne (vieille).

La durée de vie du produit "lampe à incandescence" est très longue : né grâce au génie d'Edison (1881), il vit encore aujourd'hui (plus de 100 ans !).

• **Comment vit un produit** (en tant qu'espèce) dans une entreprise

innovation	= naissance
mise au point	= jeunesse
production en série	= maturité
obsolescence	= vieillesse
arrêt de la production	= mort

• **Dépenses, recettes et profits**

Comment le "cash-flow" évolue au cours de la vie du produit.

Définition du "cash-flow" : les sommes d'argent liquide (recettes moins dépenses) résultant de l'activité de l'entreprise et disponibles pour des investissements (nouveaux ou de remplacement), le remboursement de dettes, et la distribution de bénéfices. Sous une forme condensée, on peut dire que le cash-flow est le bénéfice net augmenté des amortissements effectués.

• **Durée de vie et profit**

Les intérêts de l'entreprise en relation avec la durée de vie des produits qu'elle fabrique.

Lois économiques, courbes d'apprentissage, et relations coût-qualité.

• **Le rôle de la concurrence**

La concurrence en tant que régulateur des mécanismes économiques :

- stimulant de l'innovation, pour la création de nouvelles espèces,
- modérateur des excès, en offrant de meilleurs produits au moindre prix.

• **Les niches écologiques**

De nouveau les analogies biologiques, l'équilibre des espèces, les lois de la Nature ("La Nature a horreur du vide").

• **Industrie et gaspillage**

Un essai de morale.

Producteurs et consommateurs. Qui sommes-nous ? Que voulons-nous ? Que faisons-nous ?

Le danger des abstractions, et l'exigence d'une cohérence entre ce qu'on dit et ce qu'on fait.

On ne peut pas tout avoir en même temps : de la nécessité des choix et de la nécessité des compromis.

Les équilibres dynamiques et le respect des bonnes vieilles lois de la Nature.

P.W.

## Association suisse pour l'automatique – ASSPA Section genevoise

### Activités pendant l'exercice 1980-1981

Organisées en collaboration avec : la SIA (Section genevoise de la Société des ingénieurs et architectes)  
l'UTS (Section genevoise de l'Union technique suisse)  
l'ASRO (Association suisse de recherche opérationnelle)  
le Centre universitaire d'informatique

dont les membres bénéficient des mêmes réductions que celles accordées aux membres de l'ASSPA.

**Lundi 2 mars 1981, à 20 h. 30**

**Conférence: Le cycle de vie d'un produit industriel**

Conférencier: *M. P. Wiblé*, chef de Division téléphonie chez Sodeco-Saia S.A.

Après le rappel de quelques définitions, en particulier la distinction à faire entre le cycle de vie d'un produit considéré en tant qu'échantillon isolé («individu») et celui d'un produit en

tant que catégorie («espèce») on donne un aperçu sur les phases concrètes du développement telles qu'elles se présentent dans l'industrie. Des exemples illustreront ces diverses étapes. L'évolution de la rentabilité dans le temps au cours de ce déroulement est examinée parallèlement.

On aborde ensuite les facteurs influençant le vieillissement, qui sont de natures fort diverses, et on décrit le rôle de la concurrence dans ce processus.

Les interactions entre la durabilité des produits et notre mode de vie dans la société industrielle sont analysées, pour aboutir à des réflexions de nature plus philosophique



## LA SOCIÉTÉ DE CONSOMMATION

par Jean FOURASTIÉ (\*)

*Le rêve millénaire d'une société "de consommation" a commencé de se muer en expectative au cours du XVIIIe siècle. La famine de 1709 s'avéra en effet la dernière de la longue et effroyable série. Les récoltes devinrent moins irrégulières, les transports de céréales se firent moins mal ; le niveau de vie de longue période ne s'éleva pas, mais ses fluctuations d'une année à l'autre ne furent plus aussi catastrophiques.*

*A partir de 1830, l'avènement du temps nouveau s'affirma. La notion de progrès se fit jour ; beaucoup comptèrent sur lui, certains ( les hommes de gauche, les socialistes ) l'escomptèrent. La fin du siècle assura cette confiance. Enfin naquit le "grand espoir du XXe siècle" (\*\*): celui de sortir, en peu d'années, la masse du peuple non seulement de la misère, mais de la pauvreté.*

*Mais les moyens de ce progrès radical restèrent obscurs jusque vers le milieu du siècle ; on parlait, pêle-mêle, or et argent, richesses naturelles, "capital", crises économiques, dépopulation des campagnes, "maturation" ... La crise de 1930 avait cassé l'optimisme ; beaucoup croyaient terminée la "révolution industrielle" qui s'était produite dans des pays congénitalement doués pour elle, mais que l'on n'imaginait ni devoir s'étendre au monde entier, ni pouvoir dépasser le niveau qu'elle avait atteint en 1929 aux Etats-Unis...*

(\*) Les trente glorieuses, Fayard, Paris, 1979, pp. 188-9.

(\*\*) Titre d'un autre livre célèbre de Fourastié.



# Drogue : sinistre record pour la Suisse en 1980

Drogue

**LA DROGUE**

Rauschgift im Vormarsch  
Mit dem Drogenproblem leben

Drogue de la Suisse de lutte de participation au fond de l'ONU?

Drogue: la vie entre parenthèses

HIER A TABLE OUVERTE  
Délinquants toxicomanes : quelle solution?

**LA DROGUE**

La drogue et sa répression : où en est-on?

## L'héroïne : ennemi public No 1

Dans le « Triangle d'or » efforts de l'ONU pour convaincre les paysans de cultiver le café à la place du pavot

**LA DROGUE**

## Vers l'internement des toxicomanes

Selon un membre de la division des stupé...

**LA DROGUE**

Le trafic de drogue représente 20 milliards suisses par an

NOUVELLE LOI

**DROGUE**

**La drogue a tué 102 fois en 79  
L'HÉROÏNE SE RÉPAND  
COMME UNE ÉPIDÉMIE**



Le « Drop-In » de Genève

## UN CENTRE D'ACCUEIL POUR JEUNES TOXICOMANES

par Madeleine AUBERT et François G. LADAME



Ladame

### Description du centre

Le Drop-In de Genève est situé dans une arcade de la rue de Montchoisy, dans le quartier des Eaux-Vives. Aisément accessible, il est ouvert de 16h30 à 19h., du lundi au vendredi, et offre une possibilité d'entrée en matière sans formalités entre patients et équipe soignante. La personne qui pénètre au Drop-In pourra soit prendre une chaise, s'asseoir autour d'une grande table et engager une discussion en groupe, soit se mettre un peu plus à l'écart, dans un des coins de la salle, où sont disposés des sièges qui permettent des échanges individuels. Deux petits bureaux aménagés dans le fond du local sont utilisés pour des entretiens plus confidentiels ou pour les consultations médicales.

### Prestations offertes aux patients

Le Drop-In offre une aide dans les différents domaines de la santé, ainsi qu'un encadrement psycho-social. Si sa direction est médicale, l'accent est néanmoins placé sur une approche pluridisciplinaire. L'équipe soignante permanente comprend des travailleurs sociaux, une infirmière et des psychologues. Les médecins n'y exercent qu'une activité à temps partiel. Les patients peuvent consulter sur place psychiatre, interniste, gynécologue et dentiste. Il existe également des possibilités de consultation avec un juriste et un spécialiste de l'orientation professionnelle. Toutes les prestations sont gratuites. Le financement du Drop-In est assuré intégralement par l'Etat de Genève.

Bien qu'il s'agisse d'un service officiel, l'éventuel désir d'anonymat d'un patient est respecté ; nous n'établissons pas de dossiers classiques et nous n'entretiens pas de relations avec la police ; tous ces points sont importants pour des jeunes gens qui ont souvent déjà eu de multiples contacts avec l'administration.

### Caractéristiques de la clientèle

La clientèle est composée essentiellement de toxicomanes aux opiacés et aux médicaments, dont l'âge s'échelonne entre 16 et 30 ans environ. Les garçons sont de loin plus nombreux que les filles (dans une proportion de deux tiers – un tiers).

Une des caractéristiques des patients du Drop-In est la rupture souvent massive des liens sociaux et familiaux, avec pour seuls contacts le milieu de la drogue. Quarante-vingt pour cent d'entre eux n'ont plus d'activité scolaire ou professionnelle. Il s'agit là d'une différence assez radicale avec d'autres jeunes toxicomanes, qui restent plus ou moins insérés dans la société, dont les attaches familiales ne sont pas rompues et dont la prise en charge médico-psychologique est organisée par la famille même, dans des circuits privés.

### Itinéraire-type d'un patient

De manière assez typique, un jeune toxicomane en quête d'aide viendra tâter le terrain une ou deux fois à la rue de Montchoisy, plus ou moins poussé par des copains qui connaissent déjà le Centre. Ces tout premiers contacts sont relativement déterminants pour l'avenir, dans la mesure où le patient découvre ou non une possibilité d'écoute et de compréhension. Si quelque chose se passe alors, une relation privilégiée pourra s'établir, par affinité réciproque, avec tel ou tel membre de l'équipe.

*François G. LADAME est docteur en médecine et spécialiste FMH en psychiatrie-psychothérapie. Médecin-chef de l'unité universitaire de psychiatrie de l'adolescence. Privat-docent à la Faculté de médecine de l'Université de Genève.*

*Madeleine AUBERT est assistante sociale au "Drop-In".*



Une fois cette relation installée, soignant et soigné travailleront à élaborer les motivations à arrêter ou à poursuivre la prise de drogues. Si le désir d'arrêter l'emporte, le patient sera assisté psychologiquement dans son effort, avec un appoint de médicaments durant quelques jours, pour atténuer l'angoisse, les troubles du sommeil ou les douleurs physiques, mais jamais de méthadone. Durant cet accompagnement, les contacts sont très réguliers, étroits (ils ont généralement lieu dans une annexe du Drop-In, où l'équipe travaille en dehors des heures d'ouverture du Centre d'accueil). Le soignant cherche surtout à tirer profit des moments émotionnellement chauds, où se produisent des déclics féconds pour l'évolution de la personnalité. Il ne faut en effet pas perdre de vue que, si une personne se sort de la drogue, c'est principalement par un mouvement né d'elle-même. Le soignant ne peut qu'aider, être présent, travailler sur les motivations, mais en aucun cas se substituer au sujet. Or, la pression de ces patients à se décharger sur l'autre de la responsabilité de leur vie est très forte. Il en va de même de leur tendance à attribuer aux soignants une toute-puissance qui est à l'origine de bien des désillusions.



*Extrait de la brochure DROGUE de l'Office de la Jeunesse.*

C'est seulement dans une étape suivante, lorsque les motivations sont établies, que des solutions concrètes sont recherchées, en fonction de l'histoire personnelle de chacun. Pour tel patient, nous proposerons l'entrée dans un centre résidentiel, comme "Toulourenc" à Genève, pour tel autre un placement dans une communauté rurale. Un troisième restera en ville, et nous l'aiderons à résoudre ses problèmes de logement, d'argent, etc.

### Limites de l'approche ambulatoire

Une remarque, pour commencer, sur le "sevrage", conception mythique si l'on en fait le synonyme de "guérison". Dans le cadre d'un traitement ambulatoire, le toxicomane demeure sous l'agression permanente du milieu de la drogue, et ceci d'autant plus qu'il n'a aucun contact ailleurs. Dans ce contexte, un sevrage décidé à la hâte confine à l'utopie. Une coupure par rapport à la drogue n'est réalisable que si un projet solide peut être mis sur pied et constituer alors une authentique solution de rechange.

Nous sommes donc amenés à travailler bien plus en fonction d'une alternance de périodes d'amélioration et de rechute, seul un très long temps de prise en charge suivie permettant, peu à peu, d'espacer les récives et d'atténuer leur gravité.

Lorsqu'un patient commence à se sortir de sa toxicomanie, nous nous trouvons dramatiquement limités par le manque de moyens stabilisateurs qui ne soient pas institutionnels et qui évitent le regroupement de ces patients dans des ghettos spécialisés. C'est dans cette perspective, par exemple, que l'équipe du Drop-In cherche actuellement, non sans mal, à mettre sur pied un réseau de familles d'accueil susceptibles d'offrir, pendant un certain temps, un encadrement individualisé.

Enfin, les graves difficultés que nous rencontrons à résoudre les problèmes de travail constituent elles aussi une très sérieuse entrave à l'efficacité de notre action. Il va sans dire que la solution à ces dernières questions n'appartient pas à quelques spécialistes plus ou moins chevronnés, mais exigerait la sensibilisation et la participation active de l'ensemble de la population.

Article rédigé en été 1979 à la demande de l'Office fédéral de la Santé publique, dans le cadre d'une campagne d'information sur le problème de la drogue.



## POURQUOI PREND-ON DE LA DROGUE?

par Jeanne ATTARIAN,

*Présidente de l'Association genevoise  
d'aide aux drogués et à leurs familles  
(AGADEF)*

Commençons par définir les mots que nous employons :

### DROGUE

Nom donné aux ingrédients propres à la teinture, à la chimie, à la pharmacie.

Nom donné aux stupéfiants, (cocaïne, morphine)

**Drogue douce**, stupéfiant qui a des effets mineurs sur l'organisme, comme le hachich ou la marijuana.

**Drogue dure**, stupéfiant dont les effets sont graves sur l'organisme, comme la cocaïne, le L.S.D.

*(Petit Larousse)*

### TOXICOMANIE

Habitude morbide d'absorber des doses croissantes de substances toxiques ou stupéfiantes.

*(Petit Larousse)*

Simple définitions qui nous donnent à penser que quelques mots suffisent à nous montrer la différence entre les drogues légales et illégales.

On pourrait s'en contenter, si le phénomène de la toxicomanie n'était pas aussi répandu aujourd'hui, tant dans sa forme légale qu'illégale.

Les motifs qui poussent un être à devenir toxicomane sont insidieux et, de prime abord, rarement discernables par lui-même.

La drogue est souvent le prétexte à calmer "l'insondable", en espérant qu'elle atténuera la malaise, par des perspectives plus réjouissantes.

Il n'y a pas d'explication universelle à l'expression "être mal dans sa peau". — Il n'y a qu'un ressenti individuel, souvent minimisé par ceux qui n'entendent, ni ne ressentent, l'inconfort de l'autre au même moment.

Qu'est-ce qu'un produit absorbé, s'il est censé pallier à des moments d'angoisse ou d'insomnie ? Une solution à portée de mains, qui fonctionnera, de manière magique pour un instant et de façon illusoire à long terme.

Entre l'effet immédiat de la prise du produit qui rassure et le besoin de prolonger ses bienfaits, s'introduit le phénomène des doses qui augmentent et le nombre de celles-ci.



L'appétence à maintenir l'illusion du confort devient alors si forte, qu'elle pousse l'être à devenir dépendant d'un produit, quelle qu'en soit la nature toxique.

L'assuétude est un des aspects ultimes de la toxicomanie, qui rend douloureuse l'avancée d'un être dans sa propre vie. C'est ainsi que deviennent victimes tous ceux que les drogues dominent.

Il serait par trop facile de juger les toxicomanes en disant d'eux qu'ils ont choisi la trajectoire de la toxicomanie.

Chaque vie a son histoire, qui ne s'appuie pas que sur le bien-être ! — Toute personne classée comme toxicomane, et considérée en regard de l'étiquette qu'on lui accole, ne peut que ressentir le rejet de la part des autres. La manière de présenter des statistiques les concernant va déjà dans ce sens.

**Qui sommes-nous, face à ces personnes que l'on qualifie de "drogués" ?**

De prime abord, des gens qui ne se droguent pas. Tout au moins des gens qui ne sont pas asservis aux drogues qui circulent librement ; des gens farouchement opposés aux drogues qui s'achètent illégalement. Tous désorientés face au phénomène de la toxicomanie et, selon ce que nous sommes, désireux de venir en aide selon nos propres moyens. De nombreuses questions nous viennent à l'esprit quand, secrètement, nous cherchons une réponse pour nos enfants, voire nos petits-enfants. Aucun de nous ne se consolera de savoir que la drogue a toujours existé ; même si l'histoire veut qu'elle soit un élément culturel dans certains pays.

*Suite en page 12.*



## LE TRIBUNAL DE LA JEUNESSE

par André DUNANT, président



Au Tribunal de la jeunesse, le juge exerce des pouvoirs étendus : il est maître de la poursuite, procède à l'instruction des affaires, préside le tribunal et veille à l'exécution des mesures. La procédure est simple et très souple. Cependant, l'infraction doit être établie avec autant de rigueur qu'en procédure ordinaire. Dès lors, le juge centre toutes ses investigations sur la personnalité du mineur. Pourquoi ? Parce que le droit pénal des mineurs exige que la mesure ou la sanction soit adaptée à la personnalité et aux besoins de l'enfant ou de l'adolescent, et non fonction de la gravité de l'infraction.

Ainsi, qu'il se trouve en présence d'un délinquant primaire ou d'un multirécidiviste, d'un cambrioleur, de l'auteur d'un délit de moeurs ou d'un toxicomane s'étant livré à un trafic de stupéfiants, le juge des enfants ou le tribunal devra choisir la mesure ou la sanction la plus adéquate.

Quelle que soit la mesure envisagée, il est très important de tout mettre en oeuvre pour tenter de recueillir l'adhésion du mineur et de sa famille : c'est une condition essentielle de réussite de l'action psycho-éducative.

*ANDRÉ DUNANT : successivement assistant social, avocat au Barreau de Genève, puis juge des mineurs, président du Tribunal de la jeunesse de Genève. Egalement vice-président de la Société suisse de droit pénal des mineurs et président-adjoint de l'Association internationale des magistrats de la jeunesse et de la famille.*

*Suite de la page 11.*

La drogue est un mot chargé de mystère quand elle frappe nos jeunes. Elle devient révélatrice de "quelque chose" qui nous échappe et qui les concerne essentiellement. C'est le moyen utilisé pour parler de rupture, de divorce avec nous tous ; alors que personne ne peut juger avec clairvoyance de ce qui l'a provoqué.

Tout faire pour arrêter cela, de la gifle à la conciliation, par tous les moyens.

La peur de l'adulte est cachée sous le geste ou la tentative de rapprochement. Quant au jeune il promet de bonne foi, pour se rassurer et apaiser les autres.

### Pourquoi prend-on de la drogue ?

Ceux qui n'en consomment pas répètent tous la même question :

— Pourquoi ?

Ceux qui en consomment ont mille raisons qu'ils ne peuvent pas expliquer immédiatement. Le mystère de la drogue s'ajoute aux secrets de l'enfance et de l'adolescence. — Tout s'imbrique, presque en harmonie... pour une fois.

### Que faire, face à ce qui échappe ?

Blâmer ? Facile

Réfléchir ? Nécessaire

Ecouter ? Indispensable

Soutenir ? Indubitablement

Accompagner ? Constamment.

Ces questions et ces réponses viennent de ceux que la drogue touche. Ce sont des parents et des jeunes qui l'affirment.

La lutte contre la toxicomanie, à l'échelle d'une cité telle que Genève, comprend toutes ces formes d'appuis qui sont des ouvertures à la création d'alternatives indispensables aux jeunes et à leurs familles.

Le phénomène de la drogue concerne tout un chacun et n'est pas une affaire de spécialistes uniquement.

Si chaque personne voulait s'informer de la toxicomanie, elle serait préparée à agir, d'où une attitude préventive.

Si chaque esprit qui condamne observait humainement la situation d'un toxicomane, il serait amené à surmonter sa peur.

Si chacun était à même d'offrir sa solidarité aux familles concernées,

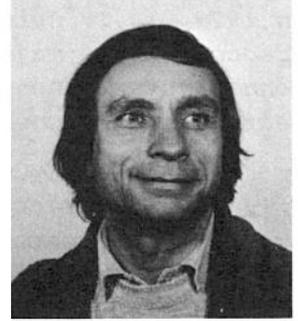
TOUS nous serions prêts à considérer qu'un toxicomane est avant tout une personnalité, qui mérite, comme vous-même, LE RESPECT.

Jeanne Attarian  
Présidente de l'AGADEF



## L'EXPÉRIENCE D'UN ÉDUCATEUR DE RUE

par Noël CONSTANT



Voici près de quinze ans que je travaille en milieu naturel, sous des pratiques diverses. Les actions se sont multipliées avec des jeunes de tous âges et de tous les milieux.

Après plusieurs années d'action intensive dans des établissements publics, tels que des cafés, bars, dancings, etc. regroupant principalement des jeunes, catalogués à l'époque de bandes et de blousons noirs, je me suis attaché à proposer une présence, un soutien momentané. J'ai voulu offrir un dialogue à n'importe quelle heure, là où se vivaient les problèmes, à travers d'autres formules d'approche que le bureau ou un service social classique. C'est ainsi qu'après une longue période d'adaptation à leur milieu, j'ai pu, à la suite de leurs propositions, mettre en route, avec eux, une série d'activités. Elles sont depuis devenues un véritable support affectif et relationnel, répondant à leur besoin et pouvant s'adapter aux périodes vécues. L'activité, reposant sur eux et non sur une institution, permet un échange de responsabilités et une confiance gratifiante.

Il n'est pas rare de rencontrer des jeunes gens qui exagèrent l'absorption d'alcool et de drogue durant plusieurs mois et même plusieurs années. Mais, parmi tous ceux que je côtoie, rares sont ceux qui continuent sur cette voie. La plupart ont arrêté l'escalade. L'étiquette d'alcoolique ou de drogué, chez les jeunes adultes, est superflue.

Il est vrai aussi qu'un nombre de jeunes non négligeable, après avoir consommé des drogues, même durant de courtes périodes, se mettent à boire de l'alcool, en arrêtant de se droguer ou après le sevrage. Mais ce refuge n'est pas systématique et ne dure pas toujours très longtemps. D'autres jeunes font constamment des mélanges de drogues et d'alcool ; dans ce cas, il s'agit le plus souvent de jeunes complètement désorien-

tés, ne voyant aucune issue, et cherchant plus l'accident démonstratif ou le suicide voulu.

Face à ces jeunes se pose la question : Marginaux — drogués — alcooliques : qui sont-ils ? que peut-on faire ? La société catalogue des séries de jeunes. Ils finissent par être enfermés dans des clichés qui vont les poursuivre pendant de longues années, alors qu'ils sont souvent à la recherche d'un idéal, qu'ils n'arrivent pas à entrevoir ou à formuler. Je suis souvent surpris de cet étiquetage qui paralyse les jeunes et rend difficile leur approche.

En conclusion, je dirai que très souvent et trop hâtivement, la société condamne globalement certains comportements qu'elle ne supporte pas ou qu'elle ne peut pas assumer. La marginalité, la drogue, l'alcoolisme, chez les jeunes, doivent être vus sous un angle individuel. Il ne faut pas faire porter à tout l'ensemble de la jeunesse le comportement de quelques situations désemparées. Dans mon travail, je n'ai rencontré que très peu d'alcoolisme chez les jeunes. L'inquiétant n'est pas l'alcoolisme ou la drogue en eux-mêmes, l'inquiétant est l'absence de raisons de vivre.

Noël Constant

---

*Noël CONSTANT est né à Mâcon (France), en 1939. Scolarité et apprentissage de carrossier en Bourgogne, Séjour d'une année environ en Côte d'Ivoire avec des frères de Taizé. Suivent trois années de service militaire en Algérie. En 1963/64 remplacement, avec un ami, du directeur d'une maison de détenus libérés en Alsace. Dès 1964 engagement à la Clairière (maison de détention pour mineurs) à Genève. Formation d'assistant social en cours d'emploi. Engagement pendant trois ans, à temps partiel, au Service de Protection de la Jeunesse. Depuis 1970 éducateur de rue à Carrefour (organisme privé de prévention et d'action sociale) et à la Fondation des Foyers Feux-Verts. Co-auteur avec François Schlemmer du livre L'enfant placé (Editions Lynx, Nyon 1972). Marié, père d'un enfant.*

---



En 1979, la TV suisse a fait effectuer un sondage d'opinion pour connaître les préoccupations majeures du peuple suisse. Douze problèmes ont été soumis aux personnes questionnées. On leur a demandé de les placer par ordre d'importance, selon leur avis personnel. La réponse a été la suivante :

1. LA LUTTE CONTRE LA DROGUE .....62,8%
2. La protection de l'environnement .....55,4%
3. La formation de la jeunesse .....52,1%
4. Une politique globale de l'énergie .....48,6%

Ont été placés ensuite : le respect des libertés individuelles, la lutte contre le chômage, l'égalité entre hommes et femmes, le renforcement de la sécurité sociale, le rétablissement des finances fédérales, etc.

En 1980, un rapport publié par l'Office fédéral de la Santé publique, a révélé, entre autres, les faits suivants :

1. Décès dûs à la drogue, en 1979 : 102, soit une augmentation de 20%
2. Condamnations pour infraction  
à la Loi fédérale ..... 5.466 " " " de 22%
3. Dénonciations (\*) ..... 7.045 " " " de 12%

(\*) Pour consommation de drogue .....4.365(62%)  
Pour consommation et commerce .....2.277(33%)  
Pour commerce seul ..... 353( 5%)

Vente de drogues dans le monde en 1980, par an, env. Fr.S : 200'000'000'000.-

Soit, par jour, env. 550 millions de francs et,

rien que pour le marché américain : 100 milliards de francs.

En Suisse Romande : env. 1 million Fr.s. par jour, soit 360 millions par année.

On compte en Suisse (population 3,6 millions) 100'000 alcooliques et 10'000 toxicomanes, dont la majorité dans le groupe d'âges entre 15 et 25 ans.

## à Genève 2600 drogués

A Genève, on estime à quelque 600 les héroïnomanes. La plupart des autres drogués — ils sont environ 2000 — sont des polytoxicomanes. Parmi les drogues consommées, la police de Sûreté a en particulier enregistré une très nette progression de l'héroïne ainsi qu'une augmentation de la marijuana, du haschisch et de la cocaïne. Le LSD présente une forte diminution, alors que l'opium et la morphine ne sont quasiment plus consommés dans la cité de Calvin.

Le trafic prend de plus en plus d'importance, alors que la criminalité (cambriolages, agressions,...) sont en hausse. Le rapport fait par ailleurs état des difficultés que rencontrent les toxicomanes en postcure. Difficultés de faire face aux exigences techniques d'un emploi et à répondre au rythme d'activités d'une entreprise. Les institutions de rattrapage existantes ne conviennent en général pas à leurs cas.

## DES CHIFFRES QUI PARLENT

**Dénonciation de personnes qui ont enfreint la loi fédérale contre les stupéfiants:**

	Ville de Zurich	Suisse
1968	34	123
1970	273	2313
1971	358	3680
1972	490	3882
1973	561	4836
1978	648	6299
1979	765	

Parmi les 765 cas de la ville de Zurich, 40 pour cent concernaient des gens de plus de 22 ans, 1,5 pour cent des moins de 16 ans et 45 pour cent entre 19 et 22 ans. 607 étaient de sexe masculin et 158 de sexe

féminin. 60 pour cent étaient sans profession et 35 pour cent apprentis ou travailleurs. Les 5 pour cent restant sont des étudiants ou écoliers. 31 pour cent habitent chez les parents, 61 pour cent à l'extérieur et seulement 8 pour cent dans une communauté. Parmi les 765 toxicomanes, 421 se piquent.

Personnes arrêtées à l'aéroport de Kloten pour trafic de drogues :

1975	5725
1978	6299
1979	7055

Quelque 140 kilos de drogues ont été saisis à l'aéroport de Zurich/Kloten et 1400 tablettes de morphine en 1979. (ATS)



# LES MASS MEDIA VOLENT TOUJOURS PLUS BAS

par Paul A. LADAME

*Cet article, dont la parution a commencé dans le No. 23, en novembre 1980, est en partie basé sur deux conférences faites en octobre et novembre 1980 en l'aula Jean Piaget, dans le cadre des conférences de l'Université du III<sup>e</sup> Age. Pour comprendre ce qui suit, il est utile d'avoir sous les yeux le tableau publié dans le précédent numéro.*

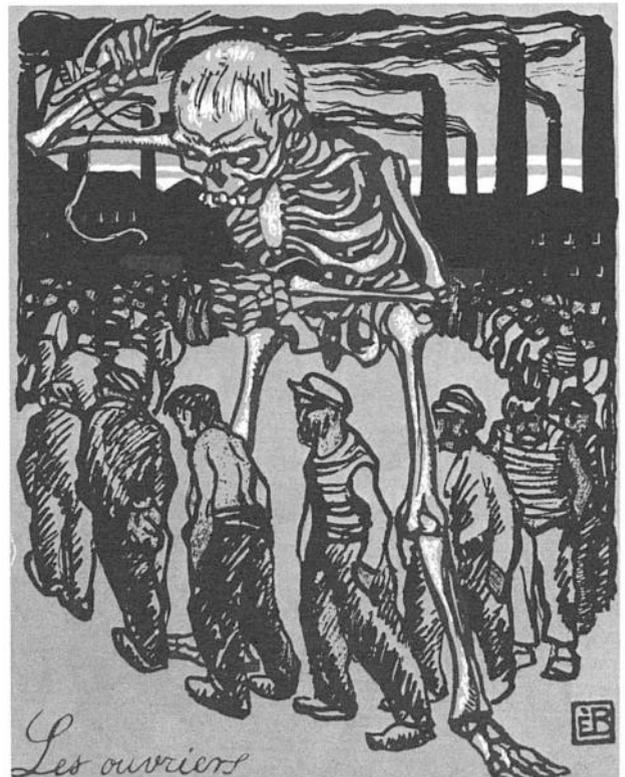
## L'EQUILIBRE LIBERTE-SECURITE

Les deux zones jouxtant la ligne médiane, (C) et (D), sont celles où les libertés et les sécurités essentielles sont toutes deux présentes. L'équilibre idéal est marqué par cette ligne centrale de l'évolution de l'humanité, à égale distance des deux extrêmes. Ces zones sont bordées, d'un côté par la liberté marginale, celle de l'information et, de l'autre, par la sécurité marginale, celle de l'absence de peur. Le pendule cyclothymique de l'évolution oscille d'un côté à l'autre, à la manière d'un sismographe. Parfois lentement, d'un peu plus de liberté à un peu plus de sécurité, que l'on paie chaque fois d'un peu moins de sécurité ou d'un peu moins de liberté. En fait, c'est autour de cela que se circonscrit la lutte politique, dans un régime de démocratie libérale fonctionnant convenablement. Tel parti politique revendique plus de liberté. Tel autre plus de sécurité. Les mass media éclairent tour à tour les deux aspects, informent, expliquent, commentent, sollicitent des opinions, les mettent en discussion. La masse, enfin, la masse anonyme, amorphe, se transforme en corps électoral, en assemblée de citoyens responsables et, dans le secret de l'isoloir, tranche, à une grande ou à une petite majorité, dans un sens ou dans l'autre. Il y a tout naturellement un déchet, une partie de la masse qui veut rester masse, anonyme et amorphe, et s'abstiendra de voter ou d'élire. Déchet qui peut aller, dans une vieille démocratie comme la nôtre, où les citoyens sont appelés aux urnes plusieurs fois par année, pour trancher sur des sujets parfois d'intérêt limité, jusqu'à 50 %, 60 % ou plus. Il ne faut, à mon avis, pas s'alarmer. Ces abstentionnistes n'ont, sur tel sujet, pas de préférence marquée. Ils se rallient par avance à la décision de la majorité de ceux qui ont pris la peine de s'exprimer.

## POURQUOI? (IV)

Mais le pendule cyclothymique peut aussi faire de brusques écarts, en dehors des zones marginales, d'un côté ou de l'autre, en direction de la tyrannie, caractérisée par un manque total de liberté, ou en direction de l'anarchie, caractérisée par un manque total de sécurité. Dans un sens nous assistons à la terreur des élites, qui seront qualifiées d'hérétiques, persécutées et, si possible, exterminées. De l'autre ce sera la révolte des masses.

Dans un cas comme dans l'autre, l'humanité fait un brusque retour vers l'animalité, dont elle vient à peine, et bien incomplètement, de sortir. La peur ancestrale, animale, grégaire, saisit l'humanité à la gorge. Au paroxysme de la panique, quand les masses deviennent folles, le pendule cyclothymique s'agite comme un sismographe au moment d'un tremblement de



"Danse macabre" par Edmond BILLE



terre. Presque horizontalement, il va d'un extrême à l'autre. L'histoire abonde en exemples de secousses de ce genre. Le plus classique est celui de la Révolution française. Au despotisme de Louis XIV a succédé l'anarchie, puis à celle-ci la tyrannie de Napoléon. A la fin du XVIIIe siècle, le sismographe devenait fou. Il y a eu de nouvelles secousses en 1830, entre 1846 et 1848, en 1870, en 1914, en 1917 et tout au long de l'entre-deux-guerres. Aldous Huxley, revenant en 1958 sur son "BRAVE NEW WORLD", a écrit : "En 1931, quand j'ai écrit mon livre, le monde était torturé par l'anarchie. Au VIe siècle après F. (Ford ou Freud), le leur l'est par un excès d'ordre. Le passage de cet extrême à l'autre demanderait du temps, à ce que je croyais... Vingt-sept ans plus tard, les prophéties faites en 1931 se réalisent bien plus tôt que je ne pensais. L'intervalle béni entre trop d'ordre et trop de désordre n'a pas commencé et rien n'indique qu'il le fera jamais." Huxley écrit aussi : "on peut parier sans hésitation que dans vingt ans (c'est-à-dire en 1978) tous les pays surpeuplés et sous-développés du globe (qui sont en train de se libérer du joug



Aldous HUXLEY

colonial) seront soumis à quelque forme de domination totalitaire – sans doute par le parti communiste." En 1980, nous savons à quel point effrayant cette prophétie s'est vérifiée. Comme Dostoïevsky le fait dire à Chigalov dans "LES POSSÉDÉS" : "Je ne sais comment j'ai fait mon compte, mais, parti de la liberté illimitée, j'aboutis au despotisme illimité".

### LA PSEUDO-ELITE

Revenons sur les mass media et sur leur rôle dans l'évolution cyclothymique, chaotique, de notre société, de l'humanité toute entière. Car ils jouent un rôle, un rôle déterminant. Partout, c'est une certaine élite qui manie les leviers des mass media. Dans les pays totalitaires, comme l'U.R.S.S., il n'y a pas de problème. Cette élite, la seule tolérée, fait partie de la "NOMENKLATURA", dont Michael Voslensky a récemment fait un best-seller : 3 millions de privilégiés, soit 750.000 familles ; 1,5 % de la population des pays de l'Est. "NOMENKLATURA" et "GOULAG", dit-il, constituent les deux mots clés de l'univers soviétique. "NOMENKLATURA", c'est la liste de tous les postes importants, y compris ceux des fonctionnaires des mass media, qui, en tant que porte-paroles du Pouvoir, jouissent de privilèges dont 250 millions de leurs concitoyens – si l'on peut dire – n'osent même pas rêver. L'égalité est le grand slogan des Communistes. Hélas, comme le dit Orwell dans "ANIMAL FARM" : "Tous les animaux sont égaux, mais il y a des animaux qui sont plus égaux que les autres." Celui qui proclame cette vérité est le camarade Squealer, le maître-propagandiste du Grand Chef César. Les mass media, en ses mains, sont les instruments du pouvoir. Ils disent ce que César veut qu'ils disent.

Mais dans nos pays occidentaux ? Nous avons vu, avec de Closets, qu'il y a deux sortes d'élite aux leviers de commande des mass media. Il les appelle "élito-aristo" et "élito-démago". Ces derniers "prétendent en toute chose suivre les désirs du peuple", alors que les premiers "prétendent décider seuls de ce qui est bon pour le peuple". Où est la vérité ? demande François de Closets. Il donne lui-même, un peu plus loin, au moins une partie de la réponse : "L'homme des media peut produire une impression de grande puissance, s'il rame dans le sens du courant ; sa faiblesse



Käthe KOLLWITZ,

*La révolte des paysans, 1902.*

*apparaîtra aussitôt qu'il voudra aller en sens inverse.*" Cette image éveille à l'esprit la belle définition d'Ortega y Gasset dans "LA RÉVOLTE DES MASSES" : Font partie de l'élite les hommes qui exigent beaucoup d'eux-mêmes et qui, pour éduquer la masse, n'hésitent pas à ramer contre le courant. Tous ceux qui se laissent entraîner, passivement, par le courant, font partie de la masse. Ainsi donc, la deuxième catégorie de François de Closets, les "élito-démago", ne feraient pas partie de l'élite ? Pourtant, au XIVE siècle déjà, Oresme, dans une des fameuses définitions de sa "THÈSE DE MEUNIER", écrivait : "Démagogues, gens qui, par adulation et flatterie, mènent les populaires à leur volonté." Ils mènent, ce qui est vraiment une fonction de l'élite. Mais où mènent-ils ? Il nous faut reprendre ici la hiérarchie de Serge Tchakhotine. Sont-ils des "pessimistes actifs" dont le but est de démolir tout ce qui existe ? ou des "optimistes actifs" qui n'envisagent jamais la défaite et luttent de toutes leurs forces pour l'éviter ?

On retrouve, chez ces derniers, l'élite définie par Ortega y Gasset : les hommes qui exigent beaucoup d'eux-mêmes. Alors que l'on retrouve chez les premiers les démagogues d'Oresme. Ils mènent les populaires à leur volonté, mais leur volonté n'est pas de construire, elle n'est pas d'éduquer, elle est, Tchakhotine le précise, elle est de démolir, de détruire, d'anéantir, d'avilir, d'abaisser, d'abrutir. Leur appartenance à l'élite est usurpée, elle est frauduleuse. Ce n'est qu'une pseudo-élite. Régis Debray, qui s'y connaît, lui aussi, écrit dans "LE POUVOIR INTELLECTUEL EN FRANCE" "*La sélection par le bas qu'opèrent les Mass Media au sein de la société intellectuelle, est rigoureuse et sans appel. Les Mass Media assurent la socialisation maximale de la bêtise.*"

A l'opposé, Gustave Le Bon, dans "HIER ET DEMAIN", 1925, a dit : "Le véritable progrès démocratique n'est pas d'abaisser l'élite au niveau de la foule, mais d'élever la foule vers l'élite."



## LE SYSTEME E.P.M.

Les mass media, c'est l'évidence même, partout en Occident, ont à de rares exceptions près, failli à leur mission d'élever le niveau intellectuel et moral des foules. Bien au contraire, elles les abaissent de plus en plus. Pourquoi ? De Closets donne la réponse pour la Télévision française : parce que la redevance des auditeurs est répartie entre les chaînes au prorata de leur audience. Tfi et Antenne 2 recevront d'autant plus d'argent qu'elles auront su attirer plus de téléspectateurs. Or, ces derniers fuient les programmes de haute qualité, ou, disons, prétendant à un certain niveau de culture. Ces émissions culturelles, dont le but est d'informer et d'éduquer, n'attirent guère plus de 1 % des téléspectateurs, en moyenne. D'où le nom rageur que leur donnent, paraît-il, les professionnels de la rue Cognacq-Jay : E.P.M., c'est à dire : "Et puis M..." Pourtant, les redevances des auditeurs ne constituent qu'une petite partie du budget des grandes chaînes. Elles attendent jusqu'à 60 % de leurs ressources des recettes publicitaires et ces recettes sont d'autant plus hautes que les indices d'écoute sont plus élevés. Voilà pourquoi il y a continuellement des sondages, des mesures d'audience, dont les résultats indiqueront quelles émissions ont la faveur du public. Et ce sont, invariablement, celles qui volent le plus bas. A la télévision française, le record d'audience a été l'an dernier battu par "L'AILE OU LA CUISSE", avec 52,5 %. Le vaudeville oscille autour de 23 %. Les émissions théâtrales "plus nobles" font du 2,8 à 5,3 %. Une émission demandant un effort de réflexion à peine 1 %.



Plus une émission est triviale, moins elle exige d'attention intellectuelle, et plus elle est suivie. La télévision, loin d'éduquer ou même d'informer les masses, est devenue un simple outil d'évasion. Elle "dérive", comme dit de Closets, vers les émissions de pure distraction. Tout le monde le sait, tout le monde critique les media, mais, ajoute-t-il : *"personne n'ose s'attaquer à la racine du mal : la publicité. En effet, il faudrait trouver ailleurs l'argent que n'apporteraient plus les annonceurs. C'est là que le bât blesse. Le recours à la publicité télévisée est d'abord un choix démagogique, un manque de courage politique. Il permet de maintenir la redevance à un niveau très faible, de deux à trois fois inférieur à ce que coûte réellement la télévision."* Nous savons qu'il en va de même dans tous les pays de l'Occident, non seulement pour les media électroniques, mais pour la presse également. Le produit que l'on vend coûte infiniment plus cher que le public n'est disposé à le payer. Les mass media ne sont, par eux-mêmes, ni bons ni mauvais. Ils sont ce qu'en font les hommes qui s'en servent. S'ils sont conscients d'appartenir à une élite, responsable de l'information de la masse, pour l'aider à avancer sur la route de la civilisation, ils devront se contenter d'une petite audience, bien inférieure à celle de leurs confrères choisissant la démagogie ou la simple distraction des foules. C'est la "France de Guy Lux" (toujours plus de 50 % d'écoute), qui draine les foules. En conséquence, c'est la fuite devant les émissions d'un "haut niveau intellectuel" qui font rarement plus de 1 % d'écoute. "E.P.M.". De Closets constate, lucide : *"La souveraineté populaire a tout bouleversé. Elle a disqualifié les autres sources du pouvoir : force, Dieu, naissance, mérite, patrie."* Il ajoute, désabusé : *"Il est aisé de montrer que les masses n'ont pas de goût, qu'elles plébiscitent les fausses gloires et ignorent les vrais talents et qu'à vouloir les flatter on ne fait que les abêtir."* Et encore : *"La 'France de Guy Lux' représente presque 50 % de la population. Elle vit en retrait, tant pour les activités culturelles – sorties, visites, associations – que pour la consommation à domicile. Peu de livres, de disques, de photos, de journaux. Leur seule 'source de culture', c'est la télévision, qui élimine les autres media. Si l'on s'en tient à la masse on sera forcé d'abaisser le niveau jusqu'à produire de la sous-culture."*

Suite au prochain numéro



# WOODROW WILSON

## LA SUISSE ET GENÈVE

par William E. RAPPARD

②



*William E. Rappard, au début de son exposé ( voir "Athénée" No.25, janvier 1981), décrit l'arrivée à Washington d'une mission, dont il faisait partie, envoyée par la Suisse, en août 1917, pour obtenir des Etats-Unis les céréales dont la population avait le plus grand besoin, maintenant que le grenier à blé traditionnel de la Russie et de la Roumanie était fermé par la révolution. Mais l'opinion publique américaine était hostile à la Suisse. Le "New York Times" publiait le 19 août un article intitulé : "How Switzerland Feeds the Huns" (comment la Suisse nourrit les Huns) et demandait ironiquement ce que la Commission qui venait de débarquer pourrait bien avoir à répondre à ses graves accusations.*

Répondre à de telles accusations, par la plume dans des journaux et revues, et par la parole dans des conférences et au cours d'innombrables conversations particulières, telle fut notre activité principale. Dès notre arrivée, cependant, et de plus en plus fortement au cours de notre séjour, j'eus le sentiment qu'une entrevue personnelle avec le Président Wilson servirait plus efficacement notre cause que tous les moyens indirects. Tout, en définitive, ne dépendait-il pas de lui? Et n'y avait-il pas au moins une chance qu'il ne serait pas insensible à un plaidoyer personnel en faveur d'une thèse que je tenais à lui soumettre? Cette thèse, c'était qu'en ravitaillant la Suisse il pourrait très utilement servir ses propres fins. Expliquer au monde, comme sa plume seule pouvait le faire, et surtout à l'opinion allemande, que le traitement de faveur réservé à la Suisse était l'expression de ses convictions démocratiques et pacifiques, ne serait-ce pas les impressionner fortement en encourageant les amis et en confondant les ennemis de sa politique?

Mon ambition se heurtait naturellement à beaucoup d'obstacles et surtout à la solitude obstinée que le Président s'imposait, ou dont il s'accordait le bénéfice, depuis qu'il était devenu le chef d'une grande nation belligérante. Pour se maintenir en état de parfait équilibre intellectuel et moral et pour garder l'entière maîtrise de sa pensée et de sa volonté, il faisait aux délassements, à la vie de famille et aux sports en plein air, une large place dans ses journées. Il mettait à s'isoler et à fuir le monde, ses vaines fatigues et ses fâcheux inévitables, une persistance qui surprenait d'autant plus ses concitoyens qu'elle n'est guère dans les traditions de la présidence américaine.

A l'un d'entre eux qui, s'en étonnant une fois devant lui, se permit de lui demander s'il ne craignait pas de perdre ainsi le contact nécessaire avec l'opinion publique, il fit cette réponse révélatrice, qui me fut rapportée par l'un de mes amis: « Lorsque je tiens à connaître le sentiment véritable de mon pays, je m'enferme dans mon cabinet de travail, je descends jusqu'au tréfonds de ma conscience de citoyen, et je l'y découvre toujours. »

Réponse d'un sage, d'un intellectuel qui connaissait admirablement l'esprit public de sa patrie, parce qu'il en connaissait admirablement l'histoire, et qui se sentait en parfaite harmonie avec ses concitoyens sur toutes les questions fondamentales de la politique nationale.

C'est dans ce besoin de solitude féconde et dans cette conscience divinatrice de l'âme populaire qu'il faut chercher le secret de la puissance extraordinaire que Wilson exerça sur les destinées de son pays. C'est par cette introspection intelligente que ce grand magistrat démocrate réussit à pressentir la volonté cachée des masses et à suivre, tout en la guidant, l'opinion publique d'une nation à laquelle il appartenait par toutes les fibres de son être. C'est dans l'isolement volontaire aussi où se complaisait cette âme d'artiste, sensible et inquiète autant qu'intelligente et forte, qu'il faut chercher l'explication de l'originalité et de la vigueur de ses messages historiques, dont la haute inspiration et la forme impeccable frappaient même ses adversaires les plus irréductibles.

Mais cette méthode de gouvernement, dont les avantages généraux étaient si manifestes, présentait, pour la foule des sollicités d'audience, des inconvénients non moins évidents. Aussi le lecteur comprendra-t-il la joie et l'orgueil



que j'éprouvai lorsque, après bien des semaines d'attente, je vis enfin lever en ma faveur la consigne qui interdisait inexorablement l'entrée de la Maison Blanche à tant d'autres, et de plus considérables.

Je dus ce privilège surtout à la bienveillante intercession de plusieurs amis américains, qui consentirent charitablement à mettre leur influence au service de mon importunité.

Universitaires pour la plupart, anciens collègues par conséquent à la fois du Président Wilson et de celui qui tenait tant à le rencontrer, ils mirent en cette occasion, à servir la Suisse en la personne de son représentant momentané, une bonté, une patience et une adresse dont je ne leur serai jamais assez reconnaissant.

Si j'avais mis un tel prix à avoir avec le Président une conversation privée, ce n'était certes pas pour m'accorder la vaine satisfaction de réussir là où tant d'autres avaient échoué. J'espérais pouvoir l'entretenir de la Suisse sur un ton et avec des détails incompatibles avec les convenances diplomatiques et avec la solennité d'une audience officielle. L'événement ne dut nullement décevoir cet espoir.

Le Président Wilson voulut bien me recevoir le plus simplement et le plus cordialement du monde, dans un salon tout tapissé des portraits de ses prédécesseurs. Après quelques paroles aimables au sujet de nos amis communs, dont l'intervention l'avait décidé à me recevoir, il me pria de lui indiquer le but spécial de ma visite.

Je cherchai tout d'abord à lui exposer la situation de la Suisse, que la densité de sa population et la structure de son organisme économique, jointes à la nature de son sol, de son sous-sol et de son climat, rendaient entièrement dépendante de l'étranger. Seule l'Allemagne pouvait nous fournir le charbon et le fer nécessaires à notre vie industrielle. Seuls, depuis le début de la guerre, les Etats-Unis pouvaient nous ravitailler en céréales. Je remarquai combien peu nous inquiétait, au point de vue politique, cette dépendance économique à l'égard des Etats-Unis, puisqu'elle nous rapprochait d'une république dont il avait dit lui-même qu'elle avait pour la nôtre « une amitié basée sur de semblables principes de vie, sur un idéal semblable et sur de communes aspirations ».

Cette déclaration, faite à l'inauguration de la Maison du Soldat qui porte son nom en Suisse, j'aurais souhaité l'entendre répéter d'une façon plus retentissante à l'occasion de la conclusion, alors prochaine, de la convention par laquelle les Etats-Unis devaient assurer notre existence matérielle. Outre que cela eût pu hâter la conclusion de cet accord économique, cela lui aurait donné une signification et une portée morales nouvelles. Il n'eût pas été sans avantage pour la Suisse de rappeler le sens et la valeur de nos principes de fédéralisme républicain et démocratique à certains de nos concitoyens, trop portés à les oublier. Et, me semblait-il, il n'eût pas été sans avantages non plus pour la propagation de ces principes mêmes, dont le Président Wilson et toute l'humanité libérale avec lui attendaient le salut du monde, que d'en affirmer ainsi l'existence réalisée au cœur de l'Europe, dans une très ancienne république d'origine germanique.

Le Président voulut bien prêter à mon exposé l'attention la plus alerte et la plus critique, ce dont témoignaient à la

fois la vivacité de son regard et les quelques questions par lesquelles il m'interrompit. Ce que je dis de la désaffection à l'égard de la démocratie qui se manifestait dans certains milieux suisses semblait l'intéresser particulièrement. Il observa que cela l'étonnait d'autant moins qu'il constatait dans les milieux correspondants aux Etats-Unis des symptômes tout semblables.

Lorsque j'eus développé toute ma pensée, il me regarda avec un fin sourire, qui, soit dit en passant, eût bien surpris ceux qui ne voyaient en lui qu'un visionnaire ignorant tout des vulgarités de la politique pratique, et me dit :

— Vous me demandez une belle déclaration, Monsieur. Mais ne croyez-vous pas que le peuple suisse serait encore plus sensible à quelques bonnes cargaisons de blé ?

— Monsieur le Président, m'empressai-je de lui répondre, nous sommes trop persuadés de la généreuse amitié des Etats-Unis pour admettre qu'il pût entrer dans leurs desseins de nous laisser mourir de faim. Mais une déclaration de principe, à ce sujet, ne pourrait-elle contribuer à vous assurer le bénéfice moral de votre générosité ?

— Peut-être, répliqua-t-il. Mais les difficultés de tonnage et la nécessité de ne pas oublier les autres neutres m'empêchent de faire pour la Suisse tout ce que me suggérerait mon amitié pour elle.

Je me gardai naturellement de dire un seul mot contraire à la solidarité qui doit unir tous les petits pays neutres d'Europe. Mais je ne m'interdis pas d'observer que notre situation géographique, notre régime républicain et fédéraliste et notre presse de langue allemande semblaient toutefois constituer en notre faveur des titres à une sollicitude particulière.

Je me permis à ce propos de rappeler au Président Wilson un passage de son fameux ouvrage sur l'Etat qui m'avait beaucoup frappé.

Les cantons suisses, avait-il écrit en 1889, s'étant alliés les uns aux autres, montrent au monde comment des Allemands, des Français et des Italiens, s'inspirant des principes de l'entraide, du respect des libertés de chacun et de la tolérance mutuelle, peuvent constituer ensemble une confédération à la fois stable et indépendante.

Cette conception de l'Etat helvétique, exposée alors qu'il était encore jeune professeur de sciences politiques, n'était-ce pas la même que, devenu Président des Etats-Unis, il se proposait de réaliser dans le monde par la constitution d'une société des nations ?

Le rappel de ce souvenir, que le Président ne renia nullement, plaça la conversation sur un terrain qui lui était particulièrement cher.

Ce qui me frappa surtout, pendant qu'il me parlait du régime international de l'avenir, ce fut son ton, qui trahissait une ardente conviction et comme une exaltation intérieure.

La constitution d'une société des nations, me dit-il, est, à mes yeux, affaire de persuasion morale bien plus que d'organisation juridique. Je n'ai jamais travaillé à la formation d'une ligue des peuples dans l'intention de favoriser un des groupes de belligérants aux dépens de l'autre, mais seulement pour le bien de l'humanité pacifique tout entière. Lorsque les hommes de bonne volonté, quelle que soit leur patrie, auront compris leurs véritables intérêts communs, le plus redoutable des obstacles qui barrent la route à l'établissement d'un ordre international nouveau sera surmonté. Voilà pourquoi mon plus fervent désir est que cette guerre aboutisse à une paix dont la justice s'impose à tous. Lorsque enfin nous pourrons nous rendre aux négociations, ce sera avec la ferme volonté de ne rien demander pour nous-mêmes



et de tout faire pour empêcher qu'il ne soit d'obtenir quoi que ce soit d'injuste.

Je ne répéterai pas ici tout ce que me dit d'autre à ce sujet le Président Wilson. Les lecteurs attentifs de ses divers messages n'auront d'ailleurs aucune peine à le deviner.

Je n'en retiendrai qu'un seul point, qui intéresse spécialement notre pays. Ayant parlé de la guerre économique, qui suivrait forcément la guerre militaire, si celle-ci n'aboutissait pas à une paix de justice et de liberté pour tous, le Président me fit l'honneur de me demander mon avis à ce sujet. Je me permis de lui déclarer qu'en Suisse on avait accueilli avec joie la répudiation de la guerre économique, proclamée dans sa fameuse réponse au pape. La constitution d'une ligue internationale, en effet, d'où seraient exclus les adversaires actuels des Etats-Unis, plongerait notre pays dans le plus cruel embarras. Le projet d'une société des nations, c'est-à-dire de l'extension au monde du principe fondamental de la Confédération helvétique, ne pouvait évidemment rencontrer chez tous les vrais Suisses qu'une approbation enthousiaste. Mais la rupture des relations économiques avec l'empire voisin, qui était depuis longtemps à la fois notre principal fournisseur et notre principal client, apparaîtrait sans doute à beaucoup comme une impossibilité matérielle.

Wilson me répondit :

Je comprends fort bien cette difficulté. Mais, soit dit sans intention de vous désobliger, l'attitude de la Suisse en cette affaire importe, en somme, assez peu. Même pour elle. Car, qu'elle devienne ou non membre de la société des nations, aucun de ses voisins ne songerait à l'attaquer. Et si le malheur voulait qu'elle fût jamais l'objet d'une agression de la part de l'un d'entre eux, tous les autres accourraient en tout cas à son secours.

Si rassurante qu'ait été cette déclaration au point de vue militaire, elle ne suggérait évidemment aucune solution de l'angoissant problème économique qu'aurait posé à notre pays la formation d'une société des nations d'où l'Allemagne serait demeurée exclue.

Vers la fin de notre conversation, je pris la liberté d'attirer l'attention du Président sur un sujet particulier, dont on se préoccupait alors dans certains milieux en Suisse. La concentration de troupes américaines, en toujours plus grand nombre, non loin de notre frontière, avait donné lieu à des commentaires de presse qui trahissaient quelque appréhension. Je me permis d'en rendre compte à mon interlocuteur. Je lui rappelai l'exemple de l'Italie qui, au début de la guerre, avait déclaré expressément son intention de respecter notre neutralité, bien qu'elle ne fût pas signataire des traités de 1815 ni même encore au nombre des belligérants. Une déclaration analogue du Gouvernement des Etats-Unis, ajoutai-je, rassurerait sans doute les inquiétudes qui s'étaient manifestées.

« It never occurred to me! » (l'idée ne m'en était jamais venue) déclara le Président. Mais si une telle déclaration est vraiment nécessaire pour apaiser des méfiances en Suisse, je n'hésiterai pas à en entretenir ces messieurs du Département d'Etat.

On se rappelle que des assurances officielles furent données à ce sujet au Conseil fédéral quelques semaines plus tard par le chargé d'affaires des Etats-Unis à Berne. Si,



Le colonel HOUSE.

appréciés à la lumière de la doctrine traditionnelle de notre neutralité, les termes n'en purent être jugés pleinement satisfaisants, ils devaient cependant suffire à rassurer entièrement tous ceux qui, ignorant les tendances de la politique américaine, avaient quelque doute au sujet de ses intentions.

Ce bref récit de mon entretien avec le Président Wilson serait par trop incomplet si je ne disais un mot de l'impression personnelle que m'a laissée mon éminent interlocuteur. Au physique, j'ai été frappé par l'air de force et de santé qui se dégageait de ce corps, auquel, malgré ses 62 ans, un régime de plein air avait conservé toutes les apparences de la jeunesse et presque de l'adolescence. La vivacité et la pénétration du regard, qui se voila légèrement de rêverie lorsque Wilson, « pensant à haute voix », comme il me le dit, parlait de la société des nations de l'avenir; la vigueur de la mâchoire inférieure et du menton, la franchise et la sobriété des gestes; la netteté impeccable de la parole, tout en lui révélait le type de l'intellectuel anglo-saxon, en pleine et libre possession d'exceptionnelles facultés morales et cérébrales. Le poids de responsabilités écrasantes pesait visiblement sur ses épaules. Mais je ne connais pas d'homme qui m'ait donné plus fortement l'impression qu'il était de taille à supporter de telles responsabilités.

J'ajoute que c'était pour notre pays une bonne fortune singulière que le chef de la grande république d'outre-mer ait été à cette époque un homme d'Etat passionnément dévoué à la cause de la démocratie, de la liberté populaire et du fédéralisme fraternel, à la cause, en un mot, de l'idéal politique qui fait la commune grandeur morale de sa patrie et de la nôtre.

Ces pages sont la transcription presque littérale du récit de ma première entrevue avec le Président Wilson, le 1<sup>er</sup> novembre 1917, tel qu'il figure dans ma brochure de



1918 et telle que je l'avais rédigée d'après des notes prises au sortir de cet entretien.

Cette entrevue restera naturellement à jamais mémorable dans mon souvenir. J'ose espérer que le récit, aussi fidèle que j'ai pu le rendre, n'en sera pas dénué de tout intérêt pour les tiers.

#### WILSON ET LA SOCIÉTÉ DES NATIONS AVANT LA CONFÉRENCE DE LA PAIX

Un peu plus d'un an après, soit le 20 novembre 1918, j'eus à nouveau le privilège de m'entretenir pendant plus d'une demi-heure en tête-à-tête avec le Président Wilson à la Maison Blanche. Voici à la suite de quelles circonstances :

La convention avec les Etats-Unis destinée à assurer le ravitaillement de la Suisse avait été négociée à Washington par les soins exclusifs du ministre Sulzer du côté helvétique. Signée à Paris le 5 décembre 1917 par suite du départ inopiné pour l'Europe de ses partenaires américains, elle avait une validité d'un an. Au cours de l'été suivant, M. Sulzer était revenu en Suisse pour un bref séjour. Pendant ce séjour le Conseil fédéral reçut de Washington l'indication qu'il serait agréable aux négociateurs américains que je lui fusse adjoint pour assurer le renouvellement de la convention de 1917. Comme je devais l'apprendre plus tard, cette suggestion inattendue et quelque peu saugrenue était le fait de l'un de mes anciens collègues d'outre-mer, désireux de reprendre le cours de nos conversations. Je m'embarquai donc avec notre ministre sur la « Lorraine », à Bordeaux, le 22 octobre 1918.

Au cours de notre traversée, nous apprîmes par de brefs messages radiophoniques que la Turquie avait capitulé, que la révolution avait éclaté en Autriche-Hongrie, et que la résistance même de l'Allemagne paraissait définitivement brisée. Nous étions, avant de débarquer à New York, dans l'incertitude absolue de ce qui nous attendait à Washington. Voici un extrait de mon journal qui l'atteste.

Dans le port de New York je notai, à la date du 2 novembre 1918 :

L'incertitude de ce qui m'attend à tous égards me pèse. Sulzer compte aller à Washington le plus tôt possible, demain déjà peut-être. Je suivrai très vite, mardi je pense; car les négociations au sujet de l'accord et du tonnage doivent commencer au plus tôt.

Arrivé à Washington le 6 novembre 1918 au matin, je ne tardai pas à me rendre compte qu'il n'y serait plus guère question de blé et de transport. Les événements mondiaux — armistice avec l'Allemagne, perspectives de négociations de paix, menace de troubles révolutionnaires aussi, qui n'épargnaient même pas la Suisse — avaient balayé toutes nos préoccupations de naguère. Mais d'autres avaient surgi, et notamment celles relatives à la Société des Nations et à notre participation possible à sa préparation.

A Berne, le Conseil fédéral suivait le développement de ces affaires avec une attention soutenue. Dès l'an précédent M. Calonder avait, dans un discours public prononcé le 24 novembre 1917, défini dans les termes suivants la mission internationale de la Suisse :

La Providence nous a confié une tâche internationale d'un ordre particulier. Nous avons à promouvoir la paix et l'amitié entre les peuples et à démontrer au monde qu'une population, composée de groupes linguistiques et ethniques divers, peut s'unir en une nation heureuse sur la base de la confiance réciproque. Paix et amitié au dedans et au dehors, fondées sur la liberté et l'égalité, voilà notre devise... En notre qualité de petit Etat pacifique, nous accueillons naturellement avec la sympathie la plus chaleureuse, l'idée d'un ordre international nouveau. Nous appuierons de toutes nos forces les efforts tendant au développement de l'arbitrage international et à une réduction générale des armements militaires.

Au Parlement suisse même, les idées de M. Calonder semblaient avoir provoqué plus d'intérêt et de sympathie que d'opposition. Dans un rapport de la Commission du Conseil national sur la gestion du Conseil fédéral en 1917, publié le 14 mai 1918, on émettait le vœu

que le Conseil fédéral, seul ou d'accord avec d'autres gouvernements neutres, entreprit les démarches nécessaires pour éclaircir les questions connexes à la fondation d'une ligue des nations.

Dès le début de 1918, M. Calonder, devenu Président de la Confédération et chef du Département politique, s'était adjoint M. Max Huber en qualité de juriconsulte. Au cours de l'été, une commission extraparlamentaire avait été constituée pour étudier les problèmes généraux relatifs à la Société des Nations sur la base d'un grand mémoire dû à la plume experte de M. Huber. Cette commission s'était même réunie, pour une première session, du 4 au 8 novembre 1918.

Ainsi, alors que nous étions, à Washington, les témoins directs des événements qui bouleversaient le monde et allaient conduire aux efforts internationaux tendant à l'édification d'un ordre nouveau, on esquissait déjà en Suisse les plans de cet ordre. On n'ignorait pas, du reste, les difficultés auxquelles allait se heurter la réalisation de nos espoirs d'associer la Suisse, neutre et qui tenait essentiellement à rester telle, aux tentatives diplomatiques de cette édification. On avait en particulier été frappé à la fois d'admiration et de crainte en apprenant que le Président Wilson entendait faire naître la Société des Nations de la Conférence de la Paix même qui allait se réunir. Voici ce qu'il avait déclaré à ce sujet dans le grand discours qu'il avait prononcé le 27 septembre 1918 en ouvrant publiquement la campagne pour le quatrième emprunt de guerre américain :

D'après mes vues, le traité de paix lui-même doit comporter, dans un sens comme sa partie la plus essentielle, la constitution de la Société des Nations et une définition claire de ses buts. Cette société ne saurait se former maintenant. Créée maintenant, elle ne serait qu'une alliance nouvelle, limitée aux nations associées dans la lutte contre un ennemi commun. Il n'est pas probable qu'elle puisse naître après la signature du traité de paix. Il sera nécessaire de garantir la paix, et cela ne pourrait se faire plus tard.

On comprend dès lors l'impatience de Berne de connaître la pensée intime du Président américain et surtout ses vues sur une collaboration éventuelle des Etats neutres.

*Suite au prochain numéro*



## De passage à Genève

# Le professeur Patrick Wajzman : « Jouons le même jeu que les Russes »

L'auteur de « L'illusion de la détente » est favorable à un gazoduc URSS-RFA à condition que l'Europe occidentale n'en devienne pas prisonnière

— Le destin des Polonais est scellé. Ils contestent, en effet, la primauté du Parti communiste, or l'URSS ne peut tolérer une telle attitude. Les pressions qu'elle exerce signifient-elles qu'elle interviendra militairement? Pas dans l'immédiat, mais de toute façon l'Occident ne réagira pas. M. Luns, au nom de l'OTAN, l'a déjà dit. A mon avis, les Etats-Unis devraient au contraire réagir immédiatement à une invasion de la Pologne par les troupes soviétiques. Comment? Par un blocus de Cuba, par exemple. Ce serait pion contre pion, arrière-pensée contre arrière-pensée.

Qui s'exprime ainsi? Patrick Wajzman, professeur de relations internationales à l'Institut d'études politiques et à la Faculté de droit de Paris, rédacteur en chef de la revue « Politique internationale » et éditorialiste au « Figaro ». De passage à Genève, il s'est exprimé à l'Athénée au sujet de ce qu'il appelle « l'illusion de la détente ». M. Wajzman avait déjà publié un livre sous le même titre pour expliquer que les Occidentaux n'ont jamais compris que la détente n'était pas une porte ouverte sur la réconciliation Est-Ouest mais, au contraire, une manière non militaire pour l'URSS de continuer sa lutte contre l'Occident.

### Les erreurs de l'Occident

— L'Occident, en fait, ne comprend pas l'URSS, poursuit-il. Il ne perçoit pas les dangers qui le menacent parce que la réalité soviétique lui échappe, demeure incomprise. L'URSS est une idéocratie, qui perçoit le monde à travers le filtre de l'idéologie. Or cette idéologie est basée sur une idée irréductible, à savoir que le socialisme doit prendre le dessus sur le capitalisme. Dès lors, combien illusoire apparaît le désir de M. Giscard d'Estaing qui demande aux Soviétiques de modérer

la compétition idéologique. C'est comme si on demandait à un cannibale de devenir végétarien.

Pour Patrick Wajzman, l'Occident commet bien d'autres erreurs. Il a permis ainsi, sous le couvert de la détente, que l'URSS dépasse les Etats-Unis sur le plan de la puissance militaire. Il a reconnu, en signant l'Acte d'Helsinki, la domination soviétique sur l'Europe de l'Est. Il croit, ingénument, que négocier avec l'URSS est déjà un succès, alors que ce n'est qu'un moyen de lutte pour Moscou. Il pense aussi que le commerce Est-Ouest rapproche les deux systèmes, que c'est une possibilité de libéraliser le régime communiste. Erreur commise déjà par Lloyd George en 1922, rappelle Patrick Wajzman.

— La tendance d'évaluer les objectifs soviétiques à la baisse, ajoute-t-il, est une autre erreur fréquemment commise en Occident. Les Cubains interviennent-ils en Afrique? Ils vont s'enliser, dit-on aussitôt. Ce sera le Vietnam de l'URSS. Envahit-on l'Afghanistan? C'est parce que l'URSS souffre du complexe d'encerclement. Il s'agit d'un réflexe défensif. Eh bien! par réflexe défensif Rome a occupé le Latium, puis, pour défendre le Latium, a conquis l'Italie entière, puis pour défendre la péninsule a occupé la Gaule. Toujours par réflexe défensif! Et il y eut un Empire romain. Or, en 60 ans, l'URSS a agrandi son empire de trois millions et demi de kilomètres carrés et de 115 millions d'individus, soit d'un territoire suisse par an, ou d'un territoire français par décennie. Moscou dépense 8 millions de dollars par jour à Cuba pour déstabiliser les Caraïbes, un milliard de dollars par an pour soutenir les agressions des Vietnamiens. C'est un fardeau trop lourd pour l'URSS, disent certains. Or, à Cuba, cela dure depuis 1959. Une attitude aussi démobilisatrice de l'Occident est dangereuse. Il ne faut pas confondre politique étrangère et psychothérapie.

### Trois raisons pour un changement

Patrick Wajzman est persuadé qu'avec Ronald Reagan les choses vont changer. Pour trois raisons. Premièrement, parce qu'il est admirablement entouré. Deuxièmement, parce qu'il a l'expérience pragmatique de gouverner. « La Californie,

dont il était gouverneur pendant huit ans, est le septième Etat du monde par son PNB. Ce n'est pas la Géorgie. » Troisièmement, parce que Reagan a des idées simples, mais justes. Par exemple: « Mieux vaut défendre ses amis que ses ennemis. »

— Les gens qui entourent Reagan sont tous des « faucons », me dit-on, poursuit Patrick Wajzman. Si cela veut dire qu'ils sont tous sceptiques à l'égard de l'URSS, je dis tant mieux, ce n'est pas un mal.

Un autre sujet d'actualité permet à Wajzman de préciser le fond de sa pensée: le projet de construction d'un pipeline de gaz entre l'URSS et l'Allemagne fédérale.

— Le projet m'inquiète s'il signifie une dépendance, mais il faut savoir la limiter. Je suis pour l'interdépendance, mais dans les deux sens. Il ne faut pas que le commerce soit utilisé comme une arme. En somme, tout est lié. Il n'y a pas un dossier politique et un dossier économique. C'est un. Tout est donc question de volonté politique vis-à-vis de l'URSS. Les Russes jouent aux échecs, nous au poker. Jouons le même jeu, ce n'est pas criminel.

Propos recueillis par  
Drago ARSENIJEVIC.

L'ILLUSION DE LA DETENTE. Faute de place, il ne nous avait pas été possible de publier dans notre précédent numéro l'excellent papier de de M. Arsenijvic. Il reste (malheureusement) d'une brûlante actualité. Preuve en soit la lettre de la femme de l'écrivain russe dissident Victor NEKIPELOV, adressée sous forme de "Lettre ouverte" à nos confrères et amis du PEN CLUB français, reproduite par le Centre de Suisse Romande (Secrétaire: Juliette Monnin-Hornung), lettre dont nous reproduisons quelques extraits significatifs.

**D**eux mois se sont écoulés depuis le jour où les agents du K.G.B. ont arrêté mon mari. Je l'ai vu pour la dernière fois le 7 décembre 1979, dans la rue, placé dans une voiture. J'ai vu ses mains, qui se sont tendues vers moi, entravées,



m'a-t-il semblé, par des menottes. Depuis, je n'ai reçu aucune nouvelle de lui.

**E**n 1977, nous avons demandé à quitter l'URSS. En 1978 on nous a fait parvenir un refus officiel, suivant lequel notre départ serait contraire aux intérêts de l'Etat. En 1979, mon mari a été arrêté. Il a été accusé d'avoir composé et diffusé des oeuvres calomniant le régime politique et social de notre pays, dans le but d'affaiblir le pouvoir soviétique. Certes, ayant son opinion, Victor NEKIPELOV l'exprimait, verbalement et par écrit, dans ses poésies, ses lettres et articles. Il prenait position contre les condamnations cruelles et injustes d'hommes dont les paroles s'opposaient aux pratiques gouvernementales. Il était préoccupé par les problèmes de la morale sociale. Il ne pouvait entendre, lire et constater calmement le mensonge tout-puissant propagé par notre Etat. Sa propre expérience lui prouvait que le mensonge était trop répandu autour de lui. Dans sa jeunesse il avait été écarté de l'activité littéraire, car il se tenait éloigné du Parti. Sous prétexte qu'il était né à Kharbine, en République de Chine, l'accès à l'Académie de médecine lui a été interdit.

**E**n 1970, on a retiré à mon mari son permis de séjour dans la région de Moscou. On l'a expulsé en plein hiver, avec son fils âgé de 4 ans et son épouse enceinte... A peine étions-nous installés dans notre nouveau domicile, dans la petite ville de Kamechkovo, région de Vladimir, que des agents du pouvoir se sont livrés à une première perquisition. A partir de ce moment, la table à écrire de mon mari est devenue la cible de visites régulières. Lui-même était depuis 1970 sous la menace d'une arrestation.

**E**n 1973, il a été arrêté et jugé pour ses poésies et pour un article intitulé : "On veut nous juger-mais pour quel motif?" qu'on avait trouvé lors de la fouille de notre appartement. De fait, comme tous les opposants à notre gouvernement, il a été jugé parce qu'il avait exprimé tout haut son sentiment sur les aspects pervers de la réalité soviétique. Les chefs d'accusation étaient : "Propagation d'affabulations manifestement mensongères". Victor NEKIPELOV, mon mari, a ainsi été condamné à deux ans de privation de liberté. (...) Le contraste entre les descriptions radieuses de la propagande, et la vie quotidienne d'une simple famille soviétique, est tellement énorme qu'on ne peut que s'étonner de la patience des gens. Certes, "l'homme ne vit pas de pain seulement", mais où donc puise-t-il la force de vivre ? Dans l'espoir de la paix. Car on a enfoncé dans la tête des gens l'idée que l'URSS est la championne de la paix et que les pays environnants ne font que guetter le moment de nous dévorer. Le peuple y croit sans réfléchir. On l'a déshabitué de penser. Ceux qui montrent qu'ils ont découvert le mensonge sont rapidement éduqués dans les asiles psychiatriques. Quant à ceux qui persistent à élever la voix, on leur trouve facilement une place dans les camps, à moins qu'on ne leur applique des méthodes encore plus expéditives. (...) C'est pourquoi mon mari, père de trois enfants, se trouve maintenant dans la prison de Vladimir, dans des conditions particulièrement rigoureuses. (...) Ceux qui mènent l'instruction considèrent comme criminels les écrits suivants de mon mari : "Le cimetière des vaincus", "Pourquoi je n'ai pas signé l'Appel de Stockholm", "Lettre au Département d'Etat américain". Son désir de quitter l'URSS est qualifié de félonie et trahison.

**J**e vous prie de prendre la défense de Victor NEKIPELOV. Il est menacé de sept ans de camp à régime sévère et de cinq ans de déportation : soit douze ans. Il est âgé de 52 ans ... Considérez ce message comme une lettre ouverte. A elle se joignent nos enfants : Micheline, 7 ans; Serge, 22 ans; Eugène, 12 ans...

Signé : N.Nekipelova-Komarova, 8 février 1980.



## L'ENDOCTRINEMENT DES PRISONNIERS

**Désintégration morale**

Par Jacques de REYNIER, ancien chef de la délégation du CICR en Corée (\*)

*" L'illusion de la détente "... Il y a longtemps que l'Occident aurait dû perdre toute illusion. En tous cas depuis 1951, depuis la guerre de Corée, il y a trente ans ; sans doute depuis Stalinegrade déjà ... il y a près de quarante ans. Car c'est alors, selon le major de Reynier, que les Conventions de Genève ont été pour la première fois ouvertement violées, à l'égard des prisonniers de guerre allemands. Mais nous voici en Corée et en Indochine. Écoutons les témoignages des prisonniers, français et anglais, recueillis et commentés par le major de Reynier :*

- Depuis (1914) la forme de guerre a changé. De guerre politique (...) elle est devenue idéologique. Deux systèmes de vie incompatibles s'y affrontent... Les guerres ne se terminent pas avec la fin des hostilités, elles ne peuvent se terminer que par la disparition totale de l'un des systèmes. Le prisonnier, c'est le complice des "criminels de guerre". On veut bien admettre qu'il a été égaré par la propagande diabolique de son Gouvernement et qu'il faut l'aider à découvrir la vérité. Mais, s'il persiste dans son erreur, il mérite seulement le châtiement des criminels de guerre, c'est-à-dire la mort. Il semble que ces méthodes furent essayées pour la première fois en URSS sur les prisonniers de guerre allemands de l'armée Von Paulus (Stalinegrade). Plus tard sur les soldats de Tchang Kai-Chek capturés par les troupes de Mao Tsé Toung, puis en Corée et enfin en Indochine.
- Les Soviétiques estiment que les échecs sont plus imputables à l'ignorance et à la maladresse des gardiens qu'aux capacités de résistance des prisonniers. Ils estiment qu'il faut six mois pour convertir un homme de troupe, dix-huit mois pour un sous-officier, beaucoup plus pour un officier, et qu'il y a environ 7% d'irréductibles.
- Les méthodes sont les suivantes : lavage de cerveau ; création d'une obsession ; appel à la compromission ; fabrication d'une conscience collective ; participation, délation, espoir. Pour commencer il y a une "mise à plat" , par la faim, la saleté, l'humiliation, le froid. On obtient le désarmement moral du prisonnier par la misère physiologique et la crainte. Puis l'on passe à l'endoctrinement. Le travail d'explication s'intensifie et doit aboutir à l'abrutissement de l'individu. Il ne s'agit pas de chercher à comprendre la doctrine marxiste, mais d'y adhérer, même si vous n'y avez rien compris. "Si vous commencez à céder sur une toute petite question de détail, c'est fini : vous avez un doigt dans l'engrenage et vous passerez entièrement dans la machine."
- Par une méthode astucieuse, insensible et progressive, on passe du lavage de cerveau à l'obsession, de la compromission à la capitulation et si l'"adhésion des esprits" n'est pas encore réalisée, l'"adhésion de forme" l'est déjà : officiellement, vous êtes d'accord et c'est énorme. Le fait est là : on peut faire dire "blanc" à des gens qui pensent "noir" sans leur mettre un pistolet sur la nuque.

*Aujourd'hui, pour les gens que le président Reagan a qualifié de "barbares", les otages sont considérés comme ces prisonniers d'Indochine ou de Corée et ils sont tous, quels qu'ils soient, soumis au même traitement. C'est toujours la détente...*

(\*) Extrait d'une étude exécutée vers 1956 par J. de Reynier en collaboration avec des prisonniers de guerre de Corée et d'Indochine.



Patek Philippe.  
Parce qu'au sommet, il n'y a de place  
que pour un nom.